

UQAR-INFO

JOURNAL DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

26e année, numéro 7 Mardi, 22 novembre 1994

Dossier développement régional

Cet automne, le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ) fête ses 20 ans. Deux décennies de recherches, de questionnements, de discussions et de publications pour essayer de mieux comprendre les processus de développement des régions, dans leurs aspects sociaux, culturels ou économiques. En collaboration avec le Musée régional de Rimouski, le GRIDEQ a présenté dernièrement quatre conférences portant sur différents thèmes reliés au développement du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Voici donc un compte rendu de ces communications, tel que préparé par Mario Bélanger.

Développement régional

Le GRIDEQ a 20 ans

Il est rare que les groupes de recherche universitaires réussissent à vivre jusqu'à 20 ans. Surtout dans le domaine des sciences humaines. Créé à l'UQAR en 1974 par un groupe de professeurs de disciplines différentes, le GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec) est toujours en place, vingt ans plus tard. Avec le temps, les préoccupations de recherche se sont ajustées à leur époque, de nouveaux membres se sont joints à l'équipe, mais le groupe de recherche a toujours conservé sa «tradition d'engagement» pour le développement régional.

Le 10 novembre dernier, Mme **Danielle Lafontaine**, professeur en sociologie à l'UQAR et membre du GRIDEQ, a présenté une conférence au Musée régional de Rimouski pour faire un survol des activités et des préoccupations du GRIDEQ. En voici un compte rendu.



Longévité

«La longévité du GRIDEQ est en soi un phé-

nomène exceptionnel», constate Mme Lafontaine. Vingt ans de recherche pour une équipe, cela est exigeant. Il faut s'adapter sans se dissoudre, il faut produire suffisamment de travaux qui seront bien considérés, il faut définir et redéfinir sa situation, l'interpréter, l'ajuster. Dès le départ, le GRIDEQ avait identifié sa mission: contribuer comme universitaires à la réduction des disparités régionales, se doter d'une problématique commune et apporter quelque chose de nouveau au monde scientifique.

Fécondité

Les réalisations du GRIDEQ ont été nombreuses et variées. Plus de 3 millions \$ obtenus pour mener des recherches, de sources multiples. Des publications nombreuses: 21 *Cahiers du GRIDEQ*, 10 numéros des *Actes et instruments de recherche en développement régional*, 4 livres de la collection *Témoignages et analyses*. Environ 13 000 exemplaires de ces ouvrages sont vendus ou en circulation. Le GRIDEQ a aussi fait paraître régulièrement le *Bulletin des sciences humaines en développement régional*, des documents d'orientation et des rapports, ainsi que des centaines d'articles et de collaborations à des ouvrages.

Les membres du GRIDEQ contribuent chaque année à la formation d'une trentaine d'étudiantes et d'étudiants à la maîtrise en développement régional. Ils ont organisé quelques colloques d'importance ainsi que de nombreuses conférences. Ils ont offerts divers services de consultation aux collectivités de la région. Ils participent à un réseau panquébécois qui s'intéresse aux questions de développement régional et qui est ouvert aux collaborations internationales. Ils ont aussi

donné de la formation sur mesure pour des groupes d'étudiants étrangers. Bref, un travail commun qui s'étend à plusieurs paliers.

Mode d'organisation

Danielle Lafontaine définit le GRIDEQ comme un regroupement volontaire dans lequel sont mis en commun les intérêts professionnels de personnes aux formations et aux approches différentes. L'équipe est composée présentement de 12 professeurs aux formations variées (géographie, histoire, sociologie, mathématiques, gestion). À titre de professeurs, leurs activités se partagent entre la recherche bien sûr, mais aussi l'enseignement, l'administration pédagogique et les services à la collectivité. Un professionnel et une secrétaire viennent appuyer leurs démarches. «Le groupe est géré selon un modèle autogestionnaire et coopératif, explique Mme Lafontaine. Nous tentons de valoriser les complémentarités, de reconnaître les forces de chaque individu au sein du groupe.»

Axes de recherche

Aujourd'hui, le GRIDEQ conduit ses recherches dans cinq axes différents:

- les structures productives et sociales des régions (ce qu'on achète et ce qu'on vend, la mise en valeur des ressources naturelles, les changements technologiques dans les entreprises, etc.);
- la culture, l'identité et le régionalisme (les modes de vie, les médias, etc.);
- les mouvements sociaux et le développement du milieu (Saint-Clément, Urgence rurale, la Vallée de la Matapédia, etc.);

Suite à la page 2

Dans ce numéro:

- Les propriétaires de lots privés (p. 2)
- La cartonnerie de Cabano (p. 3)
- La crise de Saint-Clément (p. 4)
- Les Demalsy (p. 5)
- 24 h/ 24 arts (p. 10)

Oleg Stanek

Une terre de bois comme loisir

Suite de la page 1

- l'analyse des politiques et des programmes publics concernant le développement local et régional;
- les théories et méthodes de construction des connaissances portant sur le développement régional.

Engagement

C'est «l'engagement» dans la région qui caractérise le mieux le GRIDEQ, constate Danielle Lafontaine. «Comme groupe de recherche, nous voulons être utile, créer du neuf, faire partie de la vitalité de la création culturelle en région. Nous savons qu'il existe dans nos régions de graves problèmes économiques et sociaux. On ne peut pas refaire la réalité, nous n'avons pas de baguette magique pour créer du développement instantanément, mais nous pouvons apporter une expertise, une conscience, des appuis, des contacts, des informations, de l'animation, de la formation.» C'est un rôle important et le GRIDEQ accepte de le jouer avec fierté et détermination depuis 20 ans.

Les racines de nos ancêtres coureurs des bois sont toujours là. Il y a, dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, pas moins de 16 000 propriétaires de lots privés. Beaucoup d'entre eux profitent de leurs temps libres pour prendre une bouffée d'air frais sur leur rectangle de forêt. C'est l'endroit pour se relaxer, faire du sport, bûcher son bois pour l'hiver.



Dans le contexte des négociations pour le renouvellement éventuel du Plan de l'Est, que réserve l'avenir pour la gestion concertée des lots privés? La concertation est-elle possible, avantageuse économiquement? Développer l'utilisation des ressources de la forêt privée pourrait-il contribuer à la consolidation

du monde rural? M. Oleg Stanek, professeur de mathématiques à l'UQAR et membre du GRIDEQ, a mené une enquête auprès des propriétaires de lots privés pour connaître leurs comportements et leurs projets en rapport avec leur propriété forestière. Environ 1000 propriétaires ont été interrogés dans le cadre de cette enquête, financée par les Syndicats et l'Office des producteurs de bois.

D'abord, l'enquête dévoile une grande diversité de situations tant d'un point de vue sociologique ou géographique. Essentiellement des hommes, on retrouve plus particulièrement parmi les propriétaires des agriculteurs et des travailleurs forestiers. En général, ces personnes sont l'unique propriétaire de leur boisé et les 2/3 ont plus de 45 ans. (20 % ont atteint l'âge de la retraite.) À peine 3 % ne sont pas originaires de la région. Moins de 10 % ont contracté des dettes pour investir ou développer leur parcelle de forêt. D'ailleurs, la plupart des propriétaires avouent que les lots ne rapportent pas beaucoup d'argent et qu'ils doivent compter sur d'autres revenus pour vivre. Dans le Bas-Saint-Laurent, il existe une forte demande pour des lots boisés, mais peu de lots sont disponibles. En moyenne, la valeur des lots est de 23 500 \$.

«Pour beaucoup d'usagers, les lots boisés représentent avant tout un loisir productif, explique M. Stanek. Le propriétaire et sa famille s'en servent pour la promenade, le ski, la chasse au petit gibier ou pour couper le bois de chauffage pour l'hiver. C'est parfois un prolongement de l'atelier de bricolage du père. Ils considèrent le lot comme un complément, un passe-temps, mais très peu songent à l'exploiter de manière productive. Beaucoup envisagent de transmettre la terre à leurs enfants, mais une minorité seulement pense que la foresterie pourrait assurer la base d'un développement économique pour les générations futures.»

Il faudra donc changer tout le contexte dans lequel se déroule présentement l'exploitation forestière dans la région si on veut un jour établir une stratégie globale d'aménagement de la forêt et si on veut profiter au maximum de cette ressource. Présentement, seulement 10 % des propriétaires sont intéressés par la mise sur pied d'un unité de production forestière viable.

Au total, la forêt privée occupe une vaste superficie dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. Ces régions auraient intérêt à développer une stratégie d'utilisation rentable et harmonieuse de la ressource forestière, pour éviter, comme c'est le cas présentement,

Développement régional, vous dites?

Qu'est-ce que le problème des disparités régionales? Faut-il étudier les disparités de revenus, de ressources, de moyens ou d'idées? Inégalités entre qui et qui? Entre les individus? Entre les régions riches et les régions pauvres? Entre les grands centres urbains et les régions rurales? Le développement se produit-il par une plus juste répartition des entreprises? Par l'aménagement de voies de communications? Par la concentration de population? Autant de questions de fond auxquelles il faut réfléchir lorsqu'on parle de développement régional.

En Occident, les politiques de développement régional ont d'ailleurs une histoire qui peut être éclairante. Dès les années 1930, les États-Unis proposent une politique de «regional planning». Dans les années 1950, aux États-Unis, en Europe et au Canada, on parle de moderniser, d'intervenir pour accélérer le développement des régions. Au Québec, c'est au début des années 1960 que les premières expériences de développement des régions se produisent; on parle de changer les mentalités, d'animer la population, de corriger les déséquilibres. On veut «moderniser» les régions. Le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Laurentides sont au cœur de ces projets.

Durant les années 1970, de nombreux projets de régionalisation sont soumis à la population des régions périphériques. Plus critique, le discours propose de planifier en région, de se prendre en main, de dénoncer ce qui ne tourne pas rond et ce qui n'est pas adapté à la dimension régionale. C'est dans ce contexte que le GRIDEQ voit le jour, en 1974. La création des Municipalités régionales de comté (MRC) devient réalité en 1979.

Avec les années 1980, les municipalités et les Conseils régionaux de développement (CRD) s'impliquent davantage dans les projets prometteurs. Il existe maintenant 16 régions au Québec, avec tables de concertation et ressources. On se concertent. On fait appel aux dynamismes locaux, à l'entrepreneuriat, à l'innovation. Le milieu est invité à créer son propre développement. Le miracle beauceuron est cité en exemple.

Qu'est-ce que le développement régional? La petite histoire du développement des régions au Québec indique qu'il y a trois manières d'entrevoir la question et de faire des choix. 1) Faut-il simplement «moderniser» l'économie d'une région, ajuster sa croissance à celle des autres régions plus développées, combler le retard? 2) Faut-il lutter contre les disparités, remettre en questions les termes des échanges qui appauvrissent certaines régions plus que d'autres, qui amènent une répartition inégale des richesses? 3) Ou le problème en est-il un de contrôle des décisions, de l'émergence de forces dynamiques du milieu, de décentralisation des pouvoirs?

«Le GRIDEQ s'ajuste et se confronte à ce parcours, qui est aussi le sien», constate Danielle Lafontaine.

Suite à la page 3

Papier Cascades, de Cabano

Une expérience innovatrice

L'entreprise Papier Cascades, de Cabano, a bien réussi à traverser les graves perturbations que d'autres compagnies ont vécues depuis 10 ans. Qualité de la gestion? Modernité de la technologie? Personnel dynamique? Milieu social accueillant? Qu'est-ce qui fait que cette entreprise voisine le succès et entrevoit l'avenir avec optimisme?

M. Carol Saucier, professeur de sociologie à l'UQAR, et Mme France Bernier, diplômée de l'UQAR en développement régional et maintenant étudiante au doctorat en



Carol Saucier

sociologie à l'UQAM, ont étudié le cheminement de cette entreprise et tenté de mieux saisir les raisons de sa renommée actuelle.

Créée en 1974, les opérations de Papier Cascades ont débuté en 1976. Il faut rappeler que la grosse usine forestière de Cabano, la Fraser, avait passé au feu en 1966 et que diverses manifestations populaires, au début des années 1970, avaient été organisées pour réclamer la construction d'une nouvelle usine, nécessaire à l'économie du Témiscouata.

La naissance de ce projet industriel apparaît donc comme un compromis social entre les leaders régionaux (syndicats forestiers, municipalité), le gouvernement du Québec et les propriétaires prêts à investir

Suite de la page 2

d'importer à grand frais de la matière ligneuse de l'Ouest canadien pour construire des bâtiments. Même la Sibérie réussit à exporter du bois de pin dans l'Est du Québec. Autant d'argent qui n'est pas réinvesti dans la région...

Est-il possible de mieux cultiver la forêt d'ici? Peut-on s'organiser pour répondre au moins à la demande régionale? Sans doute, mais il faudra en arriver à regarder la forêt dans son ensemble, à profiter des années où le bois se vend plus cher, et à développer des intérêts communs chez les nombreux propriétaires de lots boisés qui, pour le moment, ne demandent rien d'autre que d'avoir un peu de plaisir sur leurs quelques arpents de forêt.

(les frères Lemaire). Le compromis portait sur les éléments suivants: transformation plus poussée de la ressource forestière, pour éviter d'expédier la matière première à l'extérieur et pour ajouter une valeur au produit; création d'emplois permanents et bien rémunérés; embauche d'une main-d'œuvre locale, à qui des programmes de formation seront offerts;



France Bernier

investissement local ou régional des profits. M. Saucier constate que le gouvernement a joué un rôle indispensable pour établir ce judicieux compromis, qui a été bien suivi. L'appui du Mouvement Desjardins, qui a investi dans ce projet dès le début, a aussi été significatif.

Aujourd'hui chez Papier Cascades, environ 140 employés s'occupent à fabriquer du papier ondulé pour des boîtes de carton. Les profits ont été plutôt rares jusqu'en 1980, mais la situation s'est redressée par la suite. L'achat d'une machine à papier à haute performance a contribué à améliorer la productivité. Le marché s'étend à travers le Canada (40 %), aux États-Unis (40 %), ainsi qu'en Europe et en Asie. «Avec son usine à Cabano, l'entreprise a développé des racines fortes dans le Témis-couata, affirme M. Saucier. Mais en même temps, le réseau international des compagnies des frères Lemaire ouvre des portes sur de nombreux marchés.»

Dans cette entreprise de Cabano, il n'y a pas de syndicat, pas de contremaître, mais plutôt un comité des travailleurs ainsi que des superviseurs d'équipe. «L'autonomie des équipes de travail, la responsabilité de chacun et la polyvalence des tâches sont très valorisées», explique Carol Saucier. Il n'y a pas de poinçonnage à l'entrée. Les travailleurs peuvent s'adresser rapidement à la direction, et l'encadrement se fait avec souplesse, en fonction des objectifs de chaque équipe de travail. «C'est une formule qui rend le travail intéressant.» Aussi, les travailleurs ont accès à l'information concernant la situation financière de l'entreprise de même qu'à son plan de développement.

Le partenariat qui s'est développé entre la compagnie, ses travailleurs et la communauté est encore une réalité aujourd'hui. D'abord, les travailleurs se partagent environ

10 % de la masse des bénéfices. Ensuite, la population détient 5 % du capital-action de la compagnie. Aussi, le Conseil d'administration de l'usine est composé pour la moitié de personnes qui ne sont pas membres de la direction. Sur six personnes, on retrouve un représentant des travailleurs, un représentant du Syndicat des producteurs de bois et un représentant de la population.

C'est peut-être ce qui caractérise le plus cette usine: son attachement concret à son territoire, ses racines dans le milieu, sa sensibilité à divers intérêts locaux, et en même temps, des liens fructueux avec le vaste monde.

L'inquiétude qui semble cependant naître à Cabano, c'est de se retrouver avec une ville mono-industrielle, qui ne compterait plus que sur ce centre vital pour survivre. La municipalité de 3300 habitants doit ainsi songer à varier son économie.

Pour plus de détails sur cette entreprise, Carol Saucier et France Bernier viennent de faire paraître un article intitulé «Papier Cascades Cabano: modernisation et développement local» dans le livre *La modernisation sociale des entreprises*, publié aux Presses de l'Université de Montréal, sous la direction de Paul R. Bélanger, Michel Grant et Benoît Lévesque. L'ouvrage (326 pages, 30 \$) présente des voies de renouvellement des relations de travail et de modernisation des entreprises, mettant en lumière les innovations découlant des nouveaux modèles proposés.

En bref

- M. Serge Côté, professeur de sociologie à l'UQAR et directeur du GRIDEQ, signe un article d'une trentaine de pages dans un ouvrage qui vient de paraître chez VLB éditeur et qui porte sur *La condition québécoise, enjeux et horizons d'une société en devenir*. L'article de M. Côté s'intitule «L'espace régional, reflet des différences ou reflet de l'unité». Le livre (294 pages) est un collectif d'essais qui aborde divers thèmes centraux au devenir du Québec. Les auteurs tentent de «réinscrire dans l'agenda collectif un certain nombre de questions qui n'obtiennent pas toujours l'écho mérité sur la place publique, mais qui comptent parmi les problèmes névralgiques auxquels font déjà face les décideurs et les citoyens dans leurs pratiques quotidiennes de gestion et de participation aux affaires de l'État». On y traite par exemple de la place du Québec dans le monde, de démocratie, des rapports au monde du travail, de la place des régions, de la citoyenneté, des rapports femme-homme, etc.

Saint-Clément

Au delà de la crise du bureau de poste

La menace de fermeture du bureau de poste local à Saint-Clément, en 1992, a été l'élément déclencheur d'une crise sans précédent dans cette tranquille communauté rurale de la région des Basques, à 20 km au sud de Trois-Pistoles. Comment les gens de Saint-Clément ont-ils vécu cette période troublante? Qu'est-ce qui était vraiment en cause dans ce cri de résistance?

M. Hugues Dionne, professeur de sociologie à l'UQAR, et M. Raymond Beaudry, sociologue, ont suivi de près cet événement qui a tenu la manchette pendant plusieurs semaines. Leur objectif était, à l'origine, d'identifier les raisons profondes de la crise et de mieux en interpréter l'évolution. La recherche s'est amorcée à partir d'un récit collectif de la pratique de résistance. Un comité de recherche-action a été formé avec plusieurs anciens leaders de la lutte. On s'est vite aperçu qu'il fallait s'interroger sur la portée plus globale de cette résistance et sur l'importance de la solidarité communautaire pour le développement.

Saint-Clément comptait 1200 personnes dans les années 1950, avec des familles nombreuses et une importante diversité d'emplois, reliés surtout à l'agriculture, à la forêt et aux services. Il n'y a plus que 600 personnes maintenant.



Raymond Beaudry, Serge Côté, directeur du GRIDEQ, et Hugues Dionne

Comment repenser une communauté, avec toutes ces personnes qui partent constamment, pour étudier ou pour travailler ailleurs, et qui ne reviennent pas? L'art de vivre, les liens sociaux qu'on établit dans le quotidien, les lieux de rencontres où s'échangent les nouvelles et les sourires de tous les jours, ne sont-ils pas tout aussi essentiels à la cohérence d'une communauté que le travail et la famille?

La crise du bureau de poste de Saint-Clément nous révèle deux projets de société complètement différents. Huit étapes successives ont été établies.

- En septembre 1992, des représentants de la Société canadienne des postes (SCP)

annoncent à la population leur décision de convertir prochainement le bureau de poste local en simple comptoir postal, à l'intérieur d'un commerce privé du village. La communauté rejette carrément cette approche qui ne semble ouverte à aucune discussion. Les représentants de la Société des postes sont reconduits aux limites du village. Entre les citoyens et la SCP, deux rationalités très différentes se confrontaient: une communauté à sauvegarder contre un processus technocratique à implanter.

- Le village demande donc l'appui politique du député fédéral de Rivière-du-Loup, pour défendre ses intérêts. Le député André Plourde prend partie pour la SCP et affirme que la position des villageois est «idiote» et qu'il est nécessaire d'évoluer avec son temps. Saint-Clément se retrouve une légitimité politique en créant un comité de sauvegarde du bureau de poste. Le Conseil municipal appuie ce mouvement, tout comme l'autorité religieuse.
- En octobre 1992, les discussions s'engagent avec la SCP. S'ensuit un véritable dialogue de sourds. «Ça ne coûte pas des millions, ce bureau de poste. Peut-on trouver des moyens de le rentabiliser, de faire les choses autrement?», demande la population. «La fermeture de ce bureau de

poste fait partie de notre plan de développement. Vous aurez les mêmes services», répond la Société fédérale. «Où est le progrès, si on perd une communauté de vie?» interrogent les citoyens. La SCP ne pouvait pas considérer l'aptitude des citoyens à réorganiser autrement le bureau de poste. Les citoyens en étaient insultés.

- La population de Saint-Clément cherche des appuis solides. Elle alerte les médias, manifeste, demande aux organismes et aux municipalités voisines de lui fournir un soutien. Plusieurs accordent un appui moral. D'autres hésitent, de crainte de perdre des contacts du gouvernement fédéral.

- En décembre 1992, c'est l'effervescence. Les citoyens eux-mêmes sont surpris d'en être arrivés là, à la situation ultime: l'occupation du bureau de poste, 24 heures sur 24. Tout un village s'affirme solidairement en groupe, transgresse même l'ordre public, dans un climat de tension et de bonne humeur du temps des Fêtes. Le territoire est envahi par les policiers et les journalistes. Les messages d'appui arrivent de tous les coins du Canada.
- Janvier 1993. La communauté poursuit sa démarche de prise de conscience des enjeux. Il est important d'être ensemble, de dire «nous», d'avoir du plaisir, de se parler. Le bureau de poste est un lieu nouveau, un espace communautaire plein de richesse humaine. Il y a du chambardement dans la dynamique du village, dans l'organigramme des rôles sociaux des individus. Pendant ce temps, la SCP répète son message.
- En février 1993, une injonction est déposée pour la fermeture du bureau de poste. La Société canadienne des postes décide d'enlever l'enseigne du bureau de poste. Le moment est dramatique, symbolique. C'est un héritage qui se perd. Un geste qui détruit la reconnaissance de la lutte. La méthode technocratique l'emporte, à l'usure.
- Mars 1993. Une solution est négociée sans enthousiasme. La communauté achète le bureau de poste, pour la livraison du courrier, et un commerce local accepte de devenir le comptoir de vente postale.

Au-delà de l'histoire du bureau de poste, cette lutte intense aura été, selon les chercheurs, un moment de questionnement par rapport au futur de la communauté. Elle aura été une critique du présent, une expression de résistance, un lieu où se fabrique l'identité. «Ce que la communauté de Saint-Clément voulait sauver, c'est cette idée de la permanence, de l'enracinement au territoire qu'il faut protéger.»

Au fil de cette lutte, des solidarités se sont forgées. Il a fallu quand même traverser quelques conflits personnels, quelques frictions. L'analyse se poursuit avec le comité de recherche-action. On s'interroge sur la place du territoire et de la communauté dans le «développement local». Les gens participent à cette réflexion sur l'avenir du village. Les chercheurs de l'UQAR et le groupe de citoyens préparent ensemble un livre sur les défis du développement local, livre qui devrait paraître en 1995.

La crise aura au moins permis de limiter la fermeture prévisible de plusieurs autres bureaux de poste locaux, à travers tout le Canada, grâce à un moratoire qui a été émis par le gouvernement fédéral. Moratoire qui tient toujours.

Demalsy et Demalsy

Une passion commune pour la botanique

Pays de Jacques Brel et de Tintin, pays de la dentelle, des gueuses, de fromages, de gaufres et de chocolats, la Belgique a aussi vu naître un couple de scientifiques respectables et bien connus à l'UQAR, les Demalsy.

La direction de l'Université et les collègues du Département de biologie et de sciences de la santé ont organisé une rencontre amicale, le 4 novembre dernier, pour souligner leur carrière universitaire à Rimouski.

Demalsy. Les Demalsy ont tous deux participé à l'UQAR à la formation de centaines de biologistes, pour le volet botanique. Mme Demalsy a occupé deux fois le poste de directrice du Module de biologie alors que son mari aura été directeur du Module de sciences pures et vice-doyen aux sciences pures.

Du côté de la recherche, M. Demalsy s'est intéressé aux algues et à la distribution géographique de certaines plantes introdui-



Hélène Tremblay, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche, Marie-José Demalsy, Paul Demalsy et Jean-Marc Grandbois, directeur du Département de biologie et de sciences de la santé

C'est durant leurs études avancées à l'Université catholique de Louvain que Marie-José Feller-Demalsy et Paul Demalsy se sont rencontrés, avec une passion commune pour la botanique. Mme Demalsy était à cette époque la seule femme à étudier au doctorat à cet endroit. Les deux ont par la suite fait un stage postdoctoral à Paris, au Museum national d'histoire naturelle et à l'Institut océanographique. Ils ont un jour décidé de traverser l'Atlantique, pour enseigner à l'université de Moncton (au Collège universitaire de Bathurst). Puis, en 1969, il y a 25 ans, ils ont été attirés par cette université francophone qui allait ouvrir ses portes à Rimouski et qui avait besoin de spécialistes en biologie végétale.

La vice-rectrice Hélène Tremblay a mentionné que les Demalsy ont œuvré en pionniers à l'UQAR, participant à l'élaboration des programmes et travaillant à l'ouverture des premiers laboratoires. L'herbier que possède l'Université doit beaucoup à M.

tes au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Mme Demalsy est une spécialiste de réputation internationale pour ses recherches sur les miels. Les Demalsy sont les auteurs de nombreuses publications scientifiques, en particulier un ouvrage pédagogique paru à la fois au Québec et en France et intitulé *Les plantes à graines*.

Enseignants par vocation, gens de culture, les Demalsy auront été de fidèles supporters de l'ACFAS, assistant à la plupart des congrès annuels.

La vice-rectrice Hélène Tremblay et le directeur du Département Jean-Marc Grandbois ont remercié les deux professeurs pour leur précieux travail. Maintenant à la retraite, les Demalsy continuent à se consacrer à leurs éternelles passions: la biologie végétale, les voyages et... le jardinage. On leur souhaite du beau temps et encore plein de découvertes.

Comptabilité

France Guérette reçoit le titre FCA



Professeure au Département d'économie et de gestion à l'UQAR, Mme **France Guérette** vient de recevoir le titre de «Fellow» de l'Ordre des comptables agréés du Québec, en reconnaissance de services éminents rendus à la profession. Un parchemin attestant cette nomination lui sera décerné le 27 janvier prochain, à Montréal.

Parmi les 17 000 membres que compte la corporation, seulement 340 comptables portent le titre de «Fellow» au Québec. Quinze personnes ont reçu le titre cette année, ce qui leur permet de joindre ce groupe d'élite.

Le titre de Fellow, désigné par le sigle FCA, vise à reconnaître publiquement le mérite des membres qui se sont illustrés dans leur vie professionnelle ou qui ont fait preuve d'un engagement hors pair dans la société.

Membre de plusieurs organismes, intervenante d'expérience dans le domaine de la fiscalité, Mme Guérette enseigne à l'UQAR depuis plus de 15 ans.

Thérapie anti-tabac

Le CLSC de l'Estuaire organise une thérapie anti-tabac qui se déroulera du 27 novembre au 1er décembre. Cette session est offerte en soirée, au coût de 60 \$ et elle sera animée par M. Jean-Guy Tremblay, personne-ressource d'expérience. Pour inscription et renseignements: 724-7204.

Revue *Tangence*

Authenticité et littérature personnelle

La littérature personnelle n'est pas sans susciter des questions ayant trait à sa valeur documentaire et à son statut littéraire. La revue d'analyse littéraire *Tangence*, publiée à l'UQAR, s'intéresse à cette question dans son numéro 45, qui vient de paraître.

Une lettre, des mémoires, des carnets sont-ils de quelque utilité en tant que témoignages pour les historiens? La subjectivité inhérente à tout écrit intime ne nuit-elle pas justement à leur véridicité? Par ailleurs, dans la mesure où il renvoie précisément à la notion de véridicité, le substantif «authenticité» permet de reprendre autrement le débat sur la notion de littérarité: ainsi, on peut se demander où tracer la frontière entre les écrits personnels de tout un chacun, désespérément prosaïques, et la littérature personnelle des écrivains, qui accède aussitôt au statut d'oeuvre.

C'est dans le but de répondre à ces questions que Daphni Baudoin a sollicité les réflexions des spécialistes de la littérature personnelle. Les études rassemblées dans ce numéro - textes de Mmes Daphni Baudoin, Manon Brunet, Suzanne Crosta, Marylea MacDonald, Hélène Marcotte, Anne Roche et de MM. Bernard Andrès, Michel Braud, Patrick Imbert, Yvan Lamonde, Philippe Lejeune, Jerzy Lis - jettent ainsi un éclairage différent sur cette littérature à la frontière du réel et du textuel.

En complément à ce numéro, on trouvera une sélection d'extraits des *Carnets d'automne* de Jean-Louis Roux et un commentaire de lecture, signé Huguette-Éna Lapitre.

Authenticité et littérature personnelle est en vente au B-319 et à la Coop de l'UQAR, ainsi que dans de nombreux points de vente sélectionnés au Québec par diffusion Parallèle Montréal, (514) 434-2824 - 8 \$ le numéro.

Information: Frances Fortier ou Élisabeth Haghebaert, revue *Tangence* (418) 724-1573.

Vol et vandalisme

Depuis quelques jours, quelques véhicules stationnés sur les terrains de l'UQAR ont été l'objet de méfaits: vol et vandalisme. Nous vous conseillons de ne laisser aucun objet à la vue dans votre véhicule et de bien verrouiller les portes.

André Bédard,
responsable de la sécurité

Un symposium international sur l'approche biographique

Le Québec fut l'hôte du premier symposium international sur l'approche biographique à se tenir en Amérique du Nord. Le thème du symposium était *L'approche biographique au carrefour de la formation des adultes, de la recherche et de l'intervention*. Ce symposium a eu lieu les 6, 7 et 8 octobre dernier, à Magog, et a réuni des formateurs d'adultes, des chercheurs, des étudiants et divers intervenants venus d'Europe, des États-Unis et du Québec ayant expérimenté cette approche dans le cadre de leurs activités. Cette initiative financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CHSH) et organisée conjointement par les professeurs Danielle Desmarais, du Département de travail social à l'UQAM et Jean-Marc Pilon, du Départe-

ment des sciences humaines à l'UQAR, a regroupé une quarantaine de personnes qui ont pu échanger sur leurs pratiques respectives. Ces échanges ont permis d'amorcer un bilan de ces pratiques tout en dégagant une perspective critique tant au plan épistémologique que dans ses possibilités d'application concrète. L'UQAR fut très bien présentée à ce symposium avec une délégation de sept personnes: MM. Hugues Dionne, Serge Lapointe, Pierre Mongeau et Jean-Marc Pilon, professeurs au Département des sciences humaines, Mme Jeanne-Marie Ruggira et Céline Yelle, étudiantes au doctorat en éducation et Mme Johanne Cauvier, étudiante au certificat en pratiques psychosociales. Cette participation fut possible grâce à une subvention de la communauté scientifique réseau.

Mentionnons parmi les conférenciers invités, outre les contributions des organisateurs, celles de MM. Guy de Villers (Université catholique de Louvain), Gaston Pineau (Université François-Rabelais, Tours), Matthias Finger (Columbia University, New York), Pierre Dominicé (Université de Genève), Hugues Dionne (UQAR) et Ernst Jouthe (UQAM). Ce symposium aide à mieux cerner la spécificité québécoise de l'utilisation de l'approche biographique en formation des adultes et en intervention sociale. Cette rencontre a donné lieu à la création d'un réseau québécois regroupant les personnes travaillant avec cette approche, dans différents champs d'application. Les participantes et participants au symposium ont souhaité une rencontre annuelle de tous les membres de ce réseau et ont formé un comité en vue d'organiser la prochaine rencontre, qui devrait avoir lieu en octobre 1995. Un ouvrage critique reflétant les principales interventions et les travaux réalisés lors de ce symposium sera publié.

En bref

- Mme **Danielle Savard** a été nommée au poste de bibliothécaire affecté au Service de la bibliothèque. On peut la rejoindre au poste téléphonique 1481.
- Les professeurs **Paul Chanel Malenfant, Jean-Hugues Rioux et Alexandre Strachan** ont été nommés membres de la Commission des études, pour un mandat de deux ans.
- Devinez qui se cache derrière ces masques de l'Halloween? **Marie-France Ouellet, Jocelyne Gagnon et Nathalie Saint-Pierre**. Le nouveau Comité des activités sociales du SCFP 1575 a organisé dernièrement son premier cinq-à-sept, et ce fut une réussite. Bravo!



Un visiteur indonésien à Rimouski

Le Centre océanographique de Rimouski l'a accueilli, du début octobre au début novembre, un chercheur de l'Indonésie, le Dr **Sutrisno Sukimin**. Ce chercheur travaille dans le domaine de l'écologie aquatique pour le SEAMEO-BIOTROP, un organisme qui regroupe des spécialistes de la biologie dans un réseau de centres de recherches répartis dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique. Le centre BIOTROP dans lequel travaille M. Sukimin est situé à Bogor, Indonésie.



Sutrisno Sukimin, à gauche, a été accueilli par Émilien Pelletier, Gervais Ouellet et Ghyslain Canuel, du Centre océanographique de Rimouski.

L'UQAR a développé depuis 1988 des liens avec cet organisme, dans les domaines de la biologie, de l'océanographie et de la foresterie.

Publication en vente Les 25 ans de l'Université du Québec

Les Presses de l'Université du Québec ont publié dernièrement un important ouvrage qui retrace l'histoire et le développement de l'Université du Québec et de son vaste réseau. La publication, qui s'intitule: *L'Université en réseau - Les 25 ans de l'Université du Québec*, a été rédigée par une historienne de talent, Mme Lucia Ferretti.

À travers l'histoire de l'Université du Québec, on assiste à la transformation d'une société, au développement global de l'enseignement supérieur et de la recherche et à de nouvelles propositions de développement culturel et socio-économique. Chacune des constituantes du réseau, dont l'UQAR, apparaît comme un acteur essentiel au développement du Québec contemporain.

Cet ouvrage de 328 pages est présentement disponible à la Coop étudiante de l'UQAR ou au Service des communications (E-215) au coût préférentiel de 20 \$.

Le Dr Sukimin était en visite à Rimouski notamment pour approfondir ses connaissances sur des appareils d'analyses chimiques servant à mesurer la qualité de l'eau. De tels appareils seront un jour installés au centre de recherche du BIOTROP. Le chercheur indonésien travaille sur un projet de recherche visant à augmenter la production de crevettes en élevage, une source de revenus importante pour ce pays peuplé et très insulaire qu'est l'Indonésie.

La pollution aquatique et le manque de connaissances sur le régime alimentaire de la crevette causent divers problèmes de mortalité dans les élevages, au grand désespoir des compagnies qui s'occupent de cette production en Indonésie. M. Sukimin souhaite mettre au point un modèle dans lequel seraient présentées les conditions scientifiques optimales pour l'élevage de crevettes. Avec l'UQAR et le BIOTROP, deux entreprises privées sont associées à ce projet de coopération, l'une en Indonésie (P.P. TIR), l'autre au Canada (Queneco).

En juillet dernier, M. Vladimir Koutitonsky, comme directeur scientifique du projet, et M. Michel Khalil, en tant que coordonnateur du projet, s'étaient rendus en Indonésie pour établir le plan d'action de cette recherche. En plus d'Émilien Pelletier et de M. Koutitonsky, les chercheurs du Centre océanographique qui joueront un rôle dans ce projet sont: Jocelyne Pellerin, Lucien Adam-bounou et Alain Guillou.

D'ici quelques mois, des chercheurs du Centre océanographique se rendront à leur tour en Indonésie pour étudier plus en détails la question de la qualité des eaux utilisées dans l'élevage de crevettes. De plus, des discussions sont en cours pour que quelques étudiants indonésiens puissent venir à Rimouski pour se perfectionner dans le domaine de l'océanographie.

En bref

«La culture scientifique et technologique des Québécois progresse à un rythme beaucoup trop lent. Par exemple, seulement 38 % des PME québécoises disposent d'un ordinateur.» C'est le constat que fait le Conseil de la science et de la technologie du Québec, qui vient de faire paraître un document qui s'intitule *Miser sur le savoir*. Le rapport propose une série de recommandations et de moyens d'action à privilégier pour mieux développer la science et la technologie. Le rapport est divisé en trois volets: La culture scientifique et technologique; Les nouvelles technologies de l'information; Les PME technologiques. Même si les entreprises de logiciels du Québec offrent des produits parmi les meilleurs au monde, l'industrie redoute une pénurie de personnel spécialisé et des difficultés financières. On peut se procurer l'un ou l'autre des volets en le demandant par télécopieur au numéro: (418) 646-0920. Un exemplaire est aussi disponible au Service des communications (E-215) pour consultation.

Les petits mots du CAIFÉ

par Élisabeth Haghebaert

À souligner, la publication récente d'un ouvrage collectif auquel a participé monsieur Claude Demers, linguiste officiel du bureau régional de l'Office de la langue française à Rimouski. Cet ouvrage s'intitule *Bien écrire son français*, il s'agit d'un recueil assez volumineux d'articles et d'exercices «qui nous incite à revoir notre pratique quotidienne de l'écriture», indique Jean-Claude Rondeau en préface. De fait, ce livre est à classer dans la catégorie des «usuels» et il s'adresse à un large public, soucieux de bien écrire et de s'exprimer clairement.

Les lecteurs du *Bloc-note* auront le plaisir d'y trouver rassemblés bon nombre d'éléments parus dans le bulletin trimestriel de l'OLF entre 1988 et 1993, mais il s'agit de bien plus qu'une simple compilation. Comme le précisent les auteurs, *Bien écrire son français* traite tout à la fois de protocole épistolaire, de difficultés grammaticales et lexicales courantes ainsi que de typographie: de tout un peu. La présence d'un index lui évite néanmoins de tomber dans le piège du «fourretout» et le ton adopté est généralement plaisant.

Les amateurs d'exercices auront de quoi être satisfaits: un chapitre entier, assorti d'un corrigé, met leurs connaissances et leur sagacité à l'épreuve. Les plus simples en apparence ne sont pas les plus faciles. En effet, le graphisme des devinettes visuelles est parfois assez abscons; à ce sujet, on peut d'ailleurs s'interroger sur le bien-fondé de la présence de ces représentations iconiques dans un recueil qui ne s'adresse tout de même ni à un public d'étrangers débutants ni à des analphabètes. Ne serait-il pas tout aussi profitable d'«activer» les mots à découvrir dans des phrases de mise en situation?

À cette restriction près, il reste que pour répondre à sa vocation vulgarisatrice ce recueil devrait être distribué dans toutes les salles d'attente et dans tous les lieux publics.

Michel Saintonge, Claude Demers, Normand Maillet, *Bien écrire son français*, Gouvernement du Québec, Office de la langue française, Les éditions Québecor, Outremont, 1994, 253 pages.

En bref

- La revue de la recherche **Interface** présente dans son numéro de novembre un article sur l'endettement étudiant (signé Jacques Keable). On y apprend qu'en 1984-1985, 50 % de toute l'aide financière accordée par l'État l'était sous forme de bourses. Cette année, on prévoit que cette proportion ne sera plus que de 35 %.

Réunion, le 23 novembre

Les arts visuels à l'UQAR

Toutes les personnes admises au programme de certificat en arts visuels de l'UQAR, de même que les personnes intéressées à suivre des cours en arts visuels, en janvier 1995, sont invitées à une importante réunion, le mercredi 23 novembre, à compter de 19 h 30, à la salle E-305 de l'Université.

Au cours de cette réunion, il sera possible de rencontrer les professeurs, d'avoir des informations sur le programme et de connaître les cours qui seront donnés dans les prochaines sessions.

Bienvenue à tous et à toutes.

- Pour les jeunes journalistes étudiants à l'université, le ministère de l'Éducation organise un **concours de rédaction**, dans le cadre de la Semaine du français. Des bourses de 500 \$, 300 \$ et 200 \$ seront remises et un stage au *Devoir* sera proposé aux gagnants et gagnantes. Il faut soumettre un texte d'opinion de 1000 mots sur un sujet lié aux champs d'intérêt ou aux préoccupations particulières des jeunes. Ce texte doit avoir fait l'objet d'une parution dans un journal. Renseignements: 722-3939.

- Radio-Canada Gaspésie (à Matane) organise un concours de **Contes de Noël**. Le concours s'adresse à tous les résidents de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine. L'œuvre, en prose, ne doit pas dépasser 750 mots (3 feuillets). Le prix principal: un billet d'avion pour deux personnes au Salon du livre de Québec. Date limite: 9 décembre. Le texte gagnant sera lu en ondes. Renseignements: (418) 562-0290.

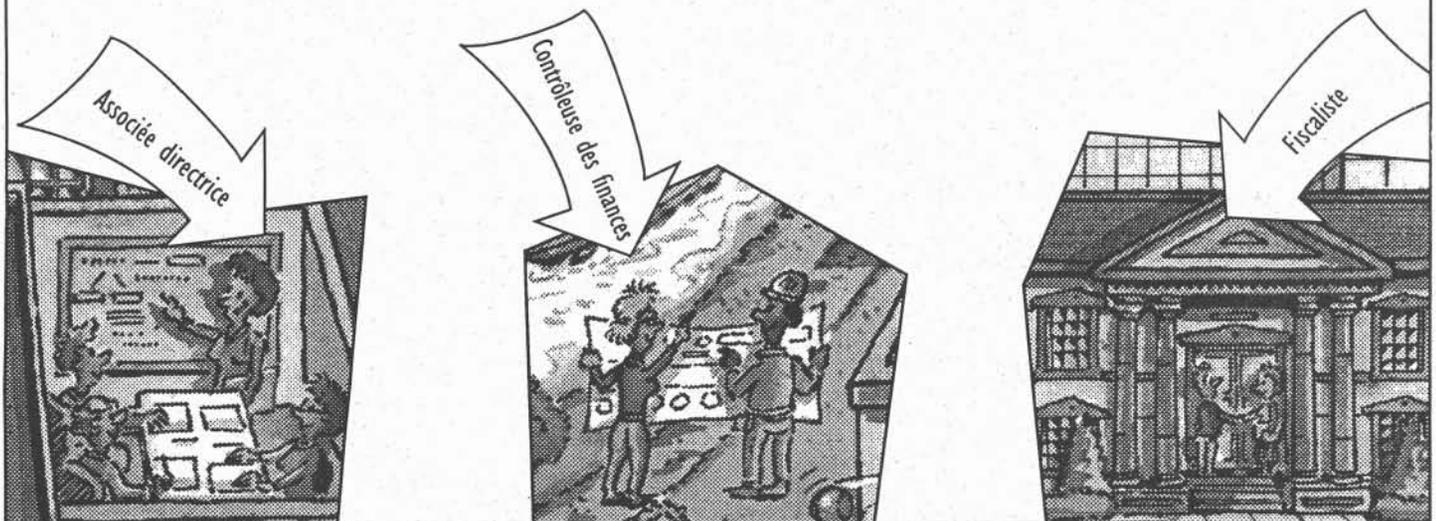
- Le journal *Le Devoir* du 25 octobre affirme que, dans la région de Montréal d'ici 10 ans, la moitié des **enseignants** à temps complet auront pris leur retraite. Après une embauche rarissime durant les années 1980, l'en-

seignement pourrait redevenir une profession en demande d'ici l'an 2000. Les secteurs dans lesquels les perspectives d'emploi devraient être fortes sont les sciences (mathématique, physique, chimie), la religion et la morale, l'enseignement d'une langue seconde (anglais ou français) ainsi que l'adaptation scolaire. Par contre, la demande sera faible en éducation physique, en arts et musique et en sciences humaines.

- Il existe un programme d'échanges interprovinciaux pour des **emplois d'été**. Le Placement étudiant du Québec et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes offrent à près de 150 étudiantes et étudiants québécois la possibilité d'aller travailler, l'été prochain pendant 13 semaines, dans la fonction publique d'une autre province (Ontario, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Édouard, Alberta et Manitoba). Une occasion de mieux parler l'anglais et de se familiariser avec une culture «distincte». Date limite d'inscription: 13 janvier. Renseignements: Bureau de Placement étudiant de l'UQAR (E-105) ou 1-800-463-2355.

CA . TITRE UNIQUE, CARRIÈRE MULTIPLE

Le comptable agréé passe ses journées à ne tenir que des comptes? Pas question! Sa formation et son titre lui ouvrent les portes de tous les secteurs d'activité. Être CA, c'est profiter des choix qu'offre une profession dynamique: fonction publique, entreprise, arts, enseignement...



Informez-vous sur toutes les possibilités de carrière que représente le titre de CA et la façon d'y accéder en téléphonant au:
(514) 288-3256 ou au **1 800 363-4688**

CA

Comptables
agréés
du Québec

PROGRAMME DE BOURSES

BOURSES DE L'UREF

Le programme de bourses d'excellence de l'UREF est l'un des instruments de soutien au fonctionnement des réseaux thématiques de recherche prévus dans le cadre de l'Université des réseaux d'expression française (UREF). Il s'adresse à des candidates et candidats titulaires d'un doctorat ou ayant atteint l'étape finale du doctorat. La date de soutenance doit se situer avant le 31 décembre 1995; la bourse ne sera effective qu'après cette soutenance.

La candidate ou le candidat doit choisir un établissement d'accueil, d'une part, situé dans un pays francophone autre que leur pays d'origine et, d'autre part, différent de celui dans lequel il mène actuellement ses recherches.

Dix-neuf domaines sont admissibles dont: biotechnologies animales (3 bourses) et végétales (5 bourses); démographie (2); circuits locaux de financement et entrepreneuriat (2); télédétection (4); droit de l'environnement (2); environnement (8); droits fondamentaux (4); analyses économiques et développement (4); langues et français en francophonie (4); cultures, langues et développement (2); sociolinguistique et dynamique des langues (2); droit des entreprises culturelles (2); épidémiologie du sida (4); génie parasécheresse (4); lexicologie, terminologie, traduction (notamment traduction assistée par ordinateur «TAO») (4); recherche antipaludique (épidémiologie, immunologie, thérapeutique) (4); amélioration des systèmes post-récolte (3); génie linguistique (4).

Le montant de l'indemnité mensuelle d'entretien est actuellement de 1 500 \$ CAN, 7 500 FF ou 535000 FCFA.

Les dossiers de candidatures doivent être expédiés avant le 1er janvier 1995 au Bureau Europe de l'AUPELF-UREF.

PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE BOURSES D'EXCELLENCE

Ce programme de bourses vise à développer et à renforcer la coopération universitaire entre le Québec et ses partenaires, dans des secteurs prioritaires d'intérêt commun:

- les biotechnologies
- les technologies de l'information
- les matériaux nouveaux
- l'environnement
- le domaine spatial

Les bénéficiaires d'une bourse sont des personnes intégrées à un projet de coopération impliquant un partenaire québécois ou engagées dans une carrière universitaire ou administrative.

Seules les autorités compétentes des pays bénéficiaires ou des organismes mandatés peuvent présenter des dossiers de candidatures. Les pays bénéficiaires des bourses 1995-1996 sont: le Gabon, la Colombie, le Brésil, le Mexique, la Chine et les États-Unis. La date limite pour le dépôt des candidatures est le **15 décembre 1994**. Toutefois il se peut que les pays bénéficiaires aient fixé une date plus récente que celle spécifiée. Il est de la responsabilité du candidat de s'informer auprès de l'organisme mandaté de son pays. La liste des organismes ainsi que les formulaires de demande sont disponibles au Bureau du doyen des études avancées et de la recherche au bureau (C-305.1).

Notez bien que les personnes qui ont entrepris au Québec les études pour lesquelles la bourse est demandée ou qui ont fait une demande d'immigration au Canada ou, encore, qui ont le statut de résident permanent ne sont pas admissibles à ce programme de bourses.

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET EN RECHERCHE- QUÉBEC/PROVINCES CANADIENNES

Ce programme de coopération entre les établissements universitaires du Québec et ceux des autres provinces propose d'encourager les formations universitaires et la recherche scientifique conjointe dans les secteurs prioritaires suivants, sans toutefois exclure les autres domaines de recherche:

- biotechnologie
- environnement
- matériaux nouveaux
- santé
- technologie de l'information
- impact social des technologies nouvelles

Le volet formation de ce programme de coopération s'adresse aux étudiantes et aux étudiants et peut se présenter sous la forme

des modèles suivants:

1er modèle

L'étudiante ou l'étudiant, membre d'une équipe (professeurs-professeures ou chercheurs-chercheuses, étudiants ou étudiantes, etc.) qui soumet un projet dans le cadre du volet 1 de ce programme: recherche scientifique conjointe, effectue un stage de recherche-formation dans l'équipe partenaire.

2e modèle

L'étudiante ou l'étudiant, tout en demeurant inscrit dans une université québécoise, poursuit une ou deux sessions dans une université d'une autre province. Par suite d'une entente entre les universités, les crédits obtenus sont reconnus et comptabilisés dans son dossier au Québec. Cette étudiante ou cet étudiant est admissible à une subvention de **1 000 \$ par session pour des études de 1^{er} ou de 2^e cycle et de 2 000 \$ pour le 3^e cycle.**

N.B.: Ceux et celles qui poursuivent ainsi des études au 1^{er} ou au 2^e cycle dans une université dont la langue n'est pas leur langue maternelle sont aussi admissibles au programme d'aide au bilinguisme pour une année ou pour une session. **C'est le Service de l'aide financière qui détient les formulaires pour ce programme (E-105).**

Le calendrier d'opération du programme de coopération universitaire est le suivant:
9 janvier 1995: Date limite interne pour fin de classement au Bureau du doyen des études avancées et de la recherche (Bureau C-305).

16 janvier 1995: Date limite de réception des projets au ministère de l'Éducation du Québec.

Avril 1995: Information aux responsables de projets.

Mai 1995: Transmission de la décision aux universités.

Pour les formulaires de demande à ces programmes, veuillez vous adresser à madame Mireille Joncas au bureau C-305.1.

Le grand rendez-vous rural

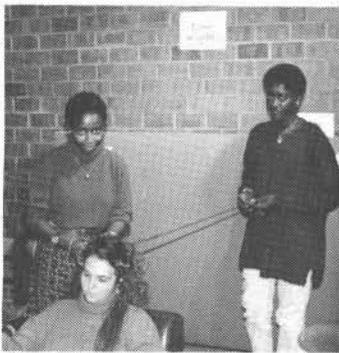
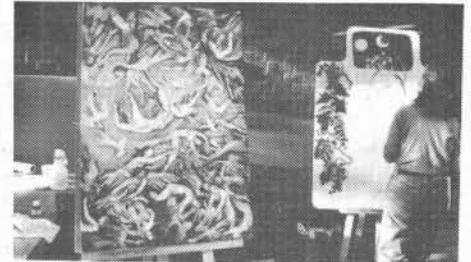
Urgence rurale organise un grand rendez-vous rural au Centre de plein-air de Saint-Mathieu, le samedi 3 décembre, de 9 h à 16 h. L'objectif de cette activité est de supporter les communautés rurales qui ont à relever des défis de création d'emplois locaux et de protection de l'environnement.

Vous pourrez alors entendre **M. Normand Maurice**, qui crée de l'emploi chez les jeunes à partir du recyclage de déchets, et **M. François Lemieux**, maire de Landrienne, qui présentera une façon de guider une communauté vers des projets qui génèrent de l'unité locale, des emplois et une meilleure protection de l'environnement.

Bienvenue à tous et à toutes. Pour plus de renseignements: 723-2424. Il faut s'inscrire avant le 29 novembre. Coût de participation: 10 \$, incluant le repas du midi.



24 h / 24 arts



DEVENEZ EXPERT EN PERFORMANCE FINANCIÈRE

Par leur formation de pointe,
les CGA visent haut et réalisent des
performances dignes des meilleurs athlètes.

Relevez les défis passionnants de notre
profession. Devenez CGA, l'expert-comptable
en performance financière.



ORDRE PROFESSIONNEL
DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS
DU QUÉBEC

Renseignements : 1 800 463-0163

Visez haut



ÉTHIQUE EN LA DEMEURE

Exposition de l'artiste Réal Tétrault

L'artiste montréalais Réal Tétrault, actuellement étudiant à la maîtrise en éthique à Rimouski, présentera à l'UQAR quelques-unes de ses œuvres récentes, peintures et sculptures, sous le thème *Éthique en la demeure*. L'exposition se tiendra à la Galerie de l'UQAR, du 28 novembre au 17 décembre. Le vernissage aura lieu le mercredi 30 novembre, à 17 h.

M. Tétrault explique ici le sens de sa démarche. «Depuis longtemps, sinon toujours, la maison me préoccupe, affirme-t-il. La maison où je demeure, mais aussi celles qui m'habitent. Le monde loge en moi; maisons de tous lieux: villes, campagnes, pays. Maisons de tous temps: passé, présent et futur. Maisons, par conséquent, de toute civilisation et culture. Cet intérêt de connaissance et de sentiment esthétique nourrit mon imaginaire et ma réflexion. Je crée alors maisons de toutes formes, de tous lieux et de tous temps.

Je signifie la vie en ma demeure. Ainsi, présentement, j'habite mon œuvre.»

La demeure est marquée par les habitudes et les manières d'être de son occupant. On peut y découvrir une façon de voir le monde, la société, la vie. On peut également y discerner ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. La demeure témoigne d'un éthos, l'éthos d'une culture.

Les habitudes et les manières d'être de quelqu'un peuvent aussi être demeures. Réfléchies, choisies et voulues, transformées et marquées par l'être, elles sont alors plus qu'un éthos; elles sont éthique. Il y a alors éthique en la demeure.

Lorsqu'il y a éthique en la demeure, celle-ci est habitée; une vie s'y incarne. La maison intérieure peut alors s'ouvrir au monde extérieur, et l'on peut laisser vivre le monde à l'intérieur de sa maison.

Diplômés de l'UQAR Avis de convocation

L'Association des diplômées et diplômés de l'UQAR tiendra son assemblée générale annuelle le **lundi 28 novembre 1994**, à la salle à manger de l'UQAR (J-115), à compter de 18 h 30. M. Marc-André Dionne, recteur de l'UQAR, sera le conférencier invité. Cette rencontre sera l'occasion de faire le bilan de l'année écoulée, de préparer les activités pour la prochaine année et d'élire au nouveau conseil d'administration. Bienvenue à tous les personnes qui ont un diplôme de l'UQAR.

En bref

Le Musée régional de Rimouski présente du 24 novembre au 25 janvier l'exposition «L'immense image» de **Wanda Koop**, une artiste canadienne-anglaise de renom qui présente de grandes peintures inspirées de l'histoire et de la nature. Vernissage: jeudi le 24, à 17 h. Bienvenue.

En mars 1995, à l'UQAR

Un colloque en sciences infirmières

«Les couleurs de l'an 2000». C'est le thème d'un colloque qui aura lieu à l'UQAR durant toute la journée du samedi 18 mars 1995, à l'amphithéâtre F-210 de l'UQAR. Mme **Claire Page**, professeure à l'UQAR en sciences infirmières, explique que le comité organisateur souhaite faire le point sur les orientations à venir et sur les développements les plus récents dans le domaine des sciences infirmières.

Les participantes et participants à ce colloque seront invités à entrevoir les stratégies individuelles et collectives qui devraient être privilégiées dans les prochaines années, dans le meilleur intérêt de la société et en fonction des contraintes budgétaires actuelles.

Environ 200 personnes sont attendues: des infirmières et infirmiers de tout le territoire couvert par l'Université; des étudiantes et des étudiants ainsi que les professeurs et professeurs en techniques ou en sciences infirmières; et d'autres personnes intéressées par le secteur de la santé.

Le comité a déjà entrepris de contacter divers spécialistes qui participeront aux conférences et aux ateliers.

Le comité d'organisation est formé de: Guy Bélanger, Madeleine Bourbonnais, Hélène Lachapelle, Normand Lavoie, Claire Page et Hélène Sylvain. Renseignements: 724-1845.

ÉCOLE NATIONALE DE THÉÂTRE DU CANADA
Interprétation Scénographie Production Écriture dramatique
Écrire ou téléphoner à: École nationale de théâtre du Canada, 5030 rue Saint-Denis, Montréal, Québec H2J 2L8
AUDITIONS
DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS: 15 FÉVRIER TÉL.: (514) 842-7954 FAX: (514) 842-5661

Calendrier

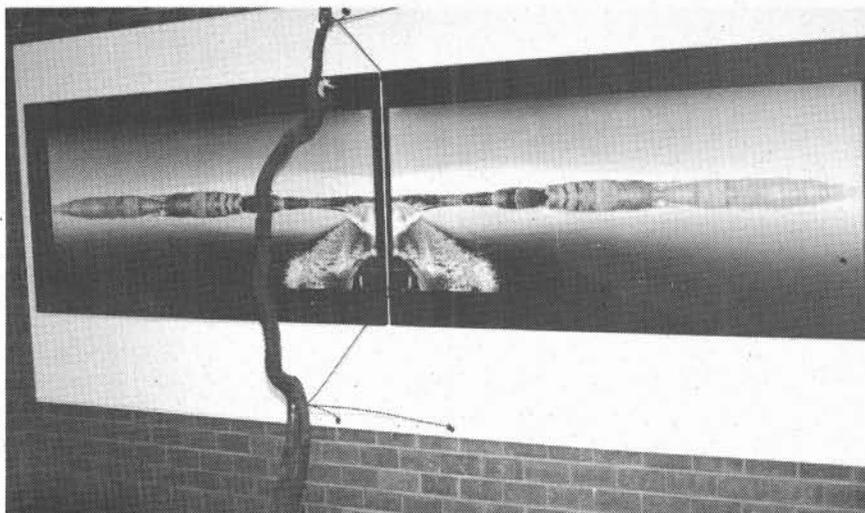
- **Mardi 22 novembre:** dans le cadre des Midis des sciences naturelles, M. **Claude Samson**, de l'Université Laval, présente une conférence intitulée «Écologie et dynamique de population de l'ours noir (*Ursus americanus*) dans une forêt mixte protégée au sud du Québec». L'activité se déroule au D-420, à 12 h.
- **Mardi 22 novembre:** conférence de Mme **Christiane Bélanger**, directrice de la SADC des Basques, sur «Le projet d'usine d'huile de beurre à Rivière-Trois-Pistoles», à la salle D-520, à 16 h 15, dans le cadre d'un cours à la maîtrise en développement régional.
- **Mercredi 23 novembre:** conférence du Dr **Pierre Anschutz**, du Centre océanographique de Rimouski, sur «L'hydrothermalisme océanique en Mer Rouge», à 15 h 15, à la salle de conférence du Centre océanographique.
- **Mercredi 23 novembre:** rencontre des personnes déjà admises ou intéressées par le programme de **certificat en arts visuels** de l'UQAR, à 19 h 30, à la salle E-305 de l'UQAR. On y présentera le programme, les professeurs et les cours qui seront offerts dans les prochaines sessions. Bienvenue.
- **Lundi 28 novembre:** séminaire sur «le développement à la base dans un grand organisme international: le cas du Programme des Nations-Unies pour le développement», avec M. **Roger Mégélas**, chargé de programme au PNUD à New York et chercheur au GRIDEQ en 1994-1995. L'activité se déroule à la salle D-310, à 9 h.
- **Lundi 28 novembre:** assemblée annuelle de l'Association des diplômés de l'UQAR, à 17 h, à la salle à manger de la cafétéria.
- **Mardi 29 novembre:** conférence de M. **Gabriel Auclair**, du Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent, sur «La planification stratégique et l'entente-cadre: le cas du Bas-

Saint-Laurent», à la salle D-520, à 16 h 15, dans le cadre d'un cours à la maîtrise en développement régional.

- **Mercredi 30 novembre:** Mme **Nicole Testa**, animatrice de lecture, présente une conférence intitulée «du petit Poucet au petit Douillet... ou comment développer le goût de lire à l'école primaire...», à la salle E-303 de l'UQAR, de 13 h 30 à 15 h 30.

dépliant sera distribué et un sondage sera réalisé à propos du sentiment de sécurité des femmes à l'UQAR.

- **Mercredi 7 décembre:** conférence du Dr **Alan Ruffman**, de Geomarine Associates, de Halifax (N.É.), sur «The 1929 Earthquake and «tidal wave»», à 15 h 15, à la salle de conférence du Centre océanographique.



Une œuvre de Reno Salvail, exposée dernièrement à la Galerie UQAR

- **Mercredi 30 novembre:** conférence du Dr **Keith Thomson**, du Centre de recherche géomatique de l'Université Laval, sur «La recherche en radar imageur au CRG», à 15 h 15, à la salle de conférence du Centre océanographique.
- **Samedi 3 décembre:** cérémonie de remise des bourses d'excellence de l'UQAR, à 13 h, au pavillon sportif de l'Université.
- **Mardi 6 décembre:** le Comité de la condition des femmes de l'UQAR organise une journée de sensibilisation en rappel de l'assassinat de 14 jeunes femmes de l'École polytechnique, il y a cinq ans, en 1989. Un

- **Mercredi 7 décembre:** séminaire du groupe de recherche Éthos sur «L'éthique au travail», à la salle D-305, à 16 h. Le conférencier invité est M. **Michel Fortier**, professeur en gestion des ressources humaines au Département d'économie et gestion à l'UQAR et membre du groupe Éthos.

VENDREDI 9 DÉCEMBRE: FÊTE COMMUNAUTAIRE POUR LES 25 ANS DE L'UQAR ET LANCEMENT DU LIVRE SUR LES 25 ANS DE L'UNIVERSITÉ.

- **Lundi 19 décembre:** fin de la session d'automne.
- **Lundi 9 janvier 1995:** début de la session d'hiver.

UQAR-INFO

JOURNAL DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

300, allée des Ursulines, Rimouski (Québec) G5L 3A1

UQAR-INFO est publié par le Service des communications, bureau E-215, téléphone : (418) 724-1427, télécopieur : (418) 724-1525. Ce journal est distribué gratuitement à tous les membres de la communauté universitaire et aux personnes de l'extérieur qui en font la demande.

Toutes les informations doivent nous parvenir au plus tard le mardi précédant la parution. Les articles peuvent être reproduits avec indication de la source.

Pour l'achat d'espaces publicitaires, veuillez contacter la rédaction.

Direction :
Rédaction :
Montage :
Secrétariat :

Photos :
Impression :

ISSN 0711-2254

Marie-France Maheu
Mario Bélanger
Richard Fournier
Monique April
Diane Proulx
Jean-Luc Théberge et Mario Bélanger
Clermont Saint-Laurent, Service de l'imprimerie

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

